

LES PAYS DES BRIC FINANCERONT ENSEMBLE LA RECHERCHE MÉDICALE

Rassemblés autour du thème de la santé à Delhi, en décembre, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine se sont entendus sur la création d'un fonds pour les questions de santé, destiné au financement de recherches médicales communes. Il sera alimenté par les ressources de la Nouvelle banque de développement, fondée en 2014.

Les pays membres ont notamment l'intention de développer la coopération en matière de lutte contre la tuberculose, le VIH et la malaria. Les représentants des délégations se sont également accordés sur la nécessité de développer un réseau scientifique, qui unira des chercheurs éminents dans ces domaines pour faciliter l'échange de savoirs et d'expériences.

PLAN DE LUTTE CONTRE LE VIH DU MINISTÈRE RUSSE DE LA SANTÉ

Le ministère russe de la santé a élaboré un plan de mise en œuvre du programme étatique de lutte contre le virus de l'immunodéficience en Russie d'ici 2020, qui a été envoyé, en janvier, aux principaux spécialistes concernés.

Ce programme prévoit la signature d'un accord avec l'Organisation mondiale de la santé afin de créer un groupe de travail spécialisé dans le VIH/SIDA en Russie. D'ici le mois de juillet de cette année, le ministère de la santé a en outre l'intention, en partenariat avec les ministères de l'intérieur, du travail, de la justice, de l'éducation et de la science, ainsi qu'avec l'agence fédérale russe des services sanitaires, de rédiger une feuille de route qui devra permettre de perfectionner la base législative afin de contribuer à la prévention de la propagation de l'épidémie VIH en Russie.

LA RUSSIE ET LE JAPON VONT ÉLABORER ENSEMBLE DES MÉDICAMENTS CONTRE LE CANCER

La fondation russe Skolkovo et la corporation japonaise FANUC ont signé, en décembre, un accord de coopération.

Le document prévoit notamment l'ouverture, sur le territoire de la fondation russe pour l'innovation, d'un centre de recherche d'une superficie totale de 6 000 m². Ce partenariat implique en outre la collaboration des scientifiques japonais et russes sur la création de médicaments, notamment destinés aux malades du cancer.

Экономические отношения между Россией и Францией №10 (319), 2017

L'économika

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA RUSSIE ET LA FRANCE

LA SANTÉ EN RUSSIE : LES LACUNES DU SYSTÈME PUBLIC FONT LE JEU DU PRIVÉ

LE MANQUE DE QUALITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ DE LA MÉDECINE RESTE, AUJOURD'HUI ENCORE, UN PROBLÈME ÉPINEUX EN RUSSIE. L'ÈRE DU SYSTÈME DE SANTÉ SOVIÉTIQUE GRATUIT EST RÉVOLUE ET, DÉSORMAIS, LES RUSSES S'ADRESSENT DE PLUS EN PLUS SOUVENT À DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS. LA RUSSIE SE DIRIGE-T-ELLE VERS UN ÉLARGISSEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DE LA SANTÉ ET LA DISPARITION DE LA MÉDECINE GRATUITE, OU BIEN NE S'AGIT-IL QUE D'UNE TENDANCE PROVISoire ?



ÉCONOMISER SUR LA SANTÉ

La santé est un thème qui passionne les Russes. Selon un sondage publié par le Centre panrusse d'étude de l'opinion publique (VTsIOM) en décembre 2016, 17% des citoyens estiment que la qualité des services médicaux et du système de santé dans son ensemble est, aux côtés des salaires bas et de l'état général de l'économie, un des problèmes majeurs du pays. Par ailleurs, le taux de mécontents a augmenté de 10% en un an. Parmi les principales plaintes, on retrouve la pénurie de spécialistes de proximité, les prix élevés des médicaments et la commercialisation des services médicaux.

L'augmentation de la part des services payants dans les établissements publics de santé et la croissance du nombre de cliniques privées sont loin d'être un phénomène récent. En effet, cela fait déjà une décennie que cette tendance dégarrit le porte-monnaie des Russes. Selon le Centre analytique auprès du gouvernement de la Fédération de Russie, la médecine est devenue, début 2016, l'unique poste de dépenses des ménages pour des services à avoir augmenté malgré la crise. Au premier trimestre 2016, le volume des services médicaux a grimpé de 4,3% par rapport à la même période en 2014. Par ailleurs, le volume des dépenses dans les services publics ainsi que des services de télécommunication et de trans-

port a quant à lui diminué au cours de cette même période.

Pour la majorité des experts, la hausse des dépenses en services médicaux n'est nullement due à une responsabilité accrue des Russes vis-à-vis de leur santé, mais à l'inflation. « 4,3%, c'est un indice très faible au vu des prix actuels. Si l'on tient compte de l'inflation, qui, entre 2013 et 2016, a diminué le coût réel de l'argent d'environ 30%, on peut dire qu'en valeur réelle, le volume des services médicaux payants a baissé », explique Gouzel Ouloumbekova, directrice de la Haute école d'organisation et de gestion de la santé publique.

L'experte explique également la réduction des volumes d'aide médicale gratuite par les problèmes économiques auxquels est confrontée la Russie. « Malheureusement, les fonds publics alloués à des programmes de médecine gratuite se sont contractés d'environ 10% en valeur réelle, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation entre 2013 et 2016. Autrement dit, les établissements publics peuvent maintenant fournir moins de services gratuits. Ce qui explique pourquoi les citoyens aisés ont commencé à se rendre dans des cliniques privées tandis que les autres renoncent tout simplement à aller chez le médecin », ajoute-t-elle, avant de préciser que les cliniques privées, de leur côté, font également part d'une diminution du nombre de patients en raison de la crise.

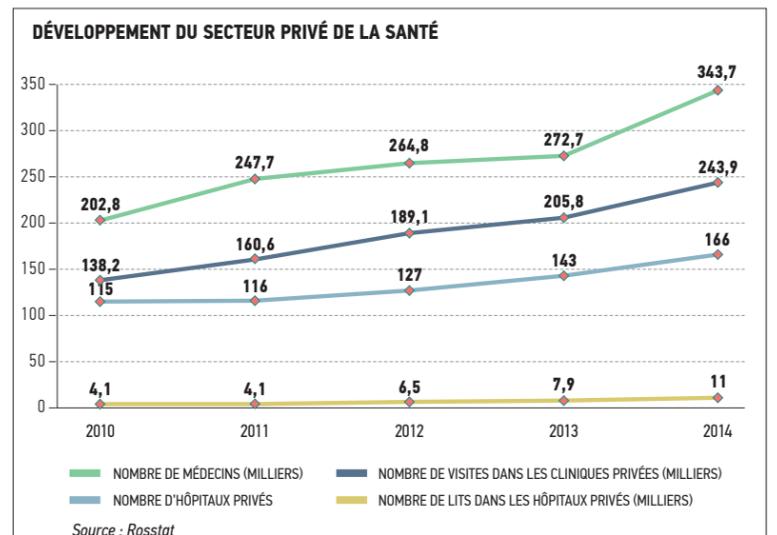
UNE QUALITÉ DE SERVICE PAYANTE ?

Pour autant, à en croire les experts interrogés par *L'économika*, dans les grandes villes russes, la crise n'empêche pas l'ouverture régulière de nouveaux cabinets privés. Cette tendance est apparue dès le début des années 2000 avant de s'accélérer dans les années 2010. Ainsi, le nombre de médecins travaillant dans le secteur privé est passé de 200 000 à plus de 343 000 entre 2010 et 2014, selon l'agence fédérale des statistiques Rosstat.

Les cliniques russes payantes peuvent être classées en plusieurs catégories. Premièrement, celles où la majorité des patients bénéfi-

cient d'une assurance médicale volontaire (AMV) procurée par leur employeur. Il s'agit, par exemple, de Medsi ou de K+31. Ensuite, les établissements destinés aux expatriés et aux patients aisés, tels les Centres médicaux américain et européen. Enfin, les cabinets et les réseaux de cliniques privés dont la plupart des patients soit ne disposent pas d'une AMV mais sont issus de la classe moyenne, soit sont venus grâce à la publicité. Il s'agit par exemple des cliniques Tchajka, SM-clinic, Semeiny doctor ou Semeinaia.

Parmi les services les plus populaires, on retrouve la dentisterie, ce qui s'explique par le fait que la



stomatologie n'est pratiquement pas incluse dans l'assurance médicale obligatoire. Viennent ensuite la gynécologie et l'urologie en raison de la garantie d'anonymat que n'offrent pas les établissements publics. Sont également sollicités des laboratoires tels qu'Invitro, Helix ou Citilab, où, grâce à la présence d'équipements de pointe, les résultats des analyses sont rapidement transmis.

En ce qui concerne le type de patients, les petites cliniques sont surtout spécialisées dans l'aide médicale urgente et la pédiatrie de par leur proximité et l'absence de files d'attente, alors que les grands centres, à l'exception de ceux qui fonctionnent avec l'AMV, se concentrent sur les patients « attachés » à un médecin ou sur des maladies qui ne peuvent qu'être traitées dans certains établissements.

Toutefois, selon les experts, pour les patients, le premier atout des cliniques privées est une qualité de service supérieure à celle offerte dans les établissements publics, et qui se manifeste par exemple par l'absence de queue et une approche individualisée.

« Les hôpitaux privés mettent l'accent sur la relation avec les patients : ceux-ci ne doivent pas attendre pour recevoir une aide mé-

Dans les cliniques payantes, le patient peut recevoir le même service rapidement et sans prescription », explique Oleg Berezine, directeur du groupe de travail avec les entreprises pharmaceutiques chez Deloitte.

« La différence entre les cliniques privées et publiques est uniquement liée aux marques d'attention dont les patients font l'objet. Les premières font payer cette attention inexistant dans les secondes. Entourés de soins, les patients ont l'impression que la qualité du service y est meilleure alors qu'en réalité, les mêmes médecins travaillent dans les deux types d'établissements. Aujourd'hui, certains hôpitaux publics proposent même de meilleurs salaires que les instituts privés », souligne Larissa Popovitch, directrice de l'Institut d'économie de la santé de l'École des hautes études en sciences économiques.

À CHACUN SELON SES BESOINS

Si l'on examine la situation globale en matière de santé publique, on arrive à la conclusion que la principale cause de croissance du secteur médical privé en Russie est la forte stratification de la société russe. « On observe une augmentation aussi bien du niveau de vie

« L'afflux de patients varie fortement entre les cliniques privées et publiques : ces dernières sont submergées tandis que les premières sont souvent désœuvrées. Toutefois, depuis quelque temps, on observe également des files d'attente dans les établissements privés, ce qui pourrait rapidement entraîner un ralentissement de leur fonctionnement et une diminution du nombre de patients. »

dicale, le personnel est accueillant, etc. Cela ne veut bien entendu pas dire que dans les instituts étatiques et municipaux, l'aide médicale est de mauvaise qualité mais, pour y bénéficier de certains services, il faut parfois attendre plusieurs semaines et, en outre, disposer d'une prescription du médecin.

des Russes que des clivages sociaux. Tandis qu'une partie de la population ne peut pas se permettre des traitements médicaux, l'autre - par exemple la classe moyenne - se laisse davantage guider par le niveau élevé de service et l'absence de files d'attente que par le prix. Aujourd'hui, les jeunes veulent re-

cevoir une aide médicale sans devoir sortir de chez eux alors que l'ancienne génération a besoin d'un contact personnel », explique Larissa Popovitch.

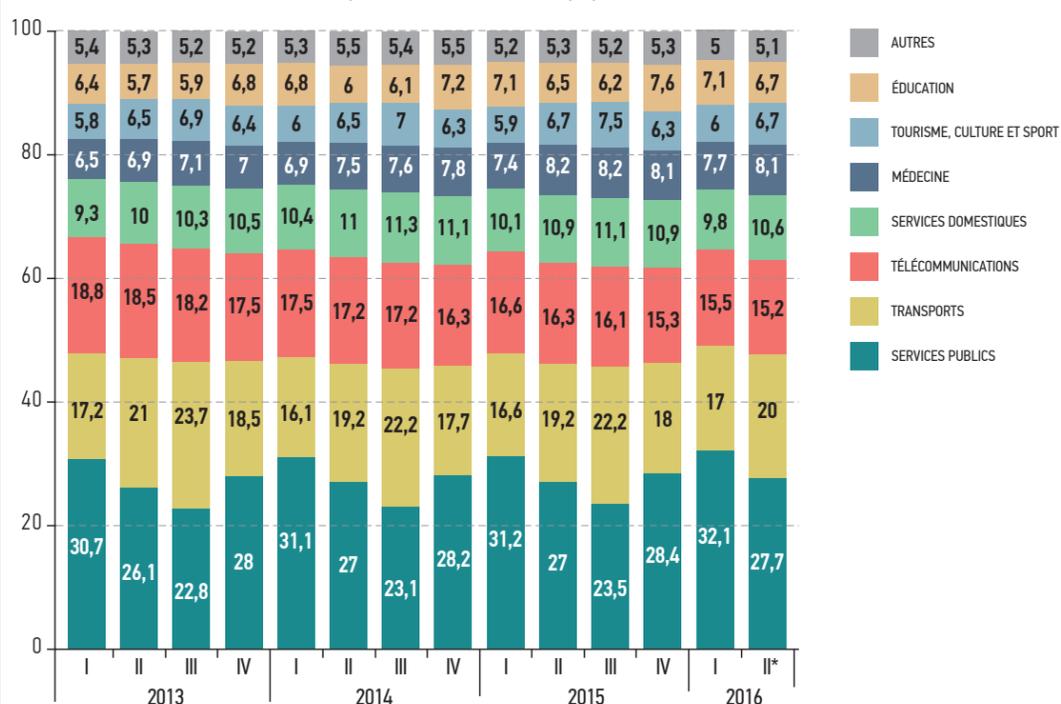
Toutefois, à en croire la directrice, bien que les cliniques privées soient de plus en plus nombreuses et que la liste des services

payants ne cesse de s'élargir, la médecine gratuite ne disparaîtra pas à jamais étant donné que la Russie comptera toujours une catégorie de citoyens ne pouvant pas se permettre de payer pour se faire soigner. « Selon différents sondages, en fonction des régions, entre 37 et 42 % des patients sont satisfaits de



Aujourd'hui, les patients s'adressent aux cliniques privées avant tout pour la qualité du service.

STRUCTURE DES SERVICES PAYANTS**, DONNÉES PAR TRIMESTRE, %, 2013-2016



* Les données de mai 2016 ont été choisies en tant qu'indicateurs pour le 2^e trimestre 2016, l'analyse des précédentes années ayant montré que les données de mai étaient plus proches de celles du trimestre que celles d'avril-mai.

** Services publics : somme des services publics ; tourisme, culture et sport : sommes des services hôteliers et analogues, des services touristiques, des services des centres culturels et sportifs ; médecine : somme des services médicaux et de remise en forme ainsi que des services sociaux proposés aux citoyens âgés et handicapés ; autres : somme des services juridiques, vétérinaires et autres.

Sources : Rosstat, Centre analytique auprès du gouvernement de la Fédération de Russie

l'aide médicale gratuite et continue à avoir recours aux hôpitaux publics », affirme-t-elle.

« L'afflux de patients varie fortement entre les cliniques privées et publiques : ces dernières sont submergées tandis que les premières sont souvent désœuvrées. Toutefois, depuis quelque temps, on observe également des files d'attente dans les établissements privés, ce qui pourrait rapidement entraîner un ralentissement de leur fonctionnement et une diminution du nombre de patients. Je pense que ce secteur est déjà au bord de la saturation. Son élargissement durera encore deux ou trois ans - jusqu'à ce que le marché soit plein -, après quoi les acteurs commenceront à s'absorber les uns les autres », estime Alexandre Saverski, président de la Ligue de défense des patients.

Par ailleurs, il existe en Russie des citoyens qui préfèrent ne pas du tout recourir à la médecine nationale. Mécontents de la qualité des services, ils partent se faire soigner à l'étranger, principalement en Israël, en Allemagne et en Espagne. Il s'agit souvent de citoyens aux revenus élevés qui vont par exemple y accoucher, se faire soigner les dents ou subir une opération de chirurgie esthétique. La classe moyenne pratique quant à elle le tourisme médical uniquement pour des interventions chirurgicales vitales.

« Les Russes vont se faire soigner dans des pays disposant d'un système de santé développé. Cette aide comprend l'utilisation des dernières avancées médicales et d'un équipement de pointe, ainsi que le recours à des spécialistes hautement qualifiés, plus nombreux à l'étranger qu'en Russie en raison de la qualité des études de médecine », explique Viktor Iliouchtchits, directeur de l'agence de tourisme médical Amedtour.

Toutefois, du fait de la crise, les flux de tourisme médical sortants ont fortement baissé en Russie. La dévaluation du rouble a réduit le nombre de citoyens pouvant se permettre de dépenser 20 000 dollars pour un traitement à l'étranger - soit le montant moyen en la matière, selon le directeur d'Amedtour. Ainsi, d'après Viktor



Iliouchtchits, le nombre de patients russes en Israël est passé d'un million à 250 000 du fait de la crise. « Cette situation s'est fait fortement ressentir dans les cliniques locales. Certains spécialistes israéliens diplômés en URSS reviennent aujourd'hui en Russie pour y ouvrir des hôpitaux de pointe reposant sur le modèle israélien », commente-t-il.

UN MANQUE DE PERSONNEL

Néanmoins, à en croire Viktor Iliouchtchits, l'utilisation d'un équipement moderne et de nouvelles technologies ne suffisent pas à fournir un service médical de qualité en Russie. « Le problème majeur, c'est le manque de spécialistes hautement qualifiés », affirme le directeur d'Amedtour.

« Ces dernières années, la qualité des études médicales en Russie s'est fortement dégradée, ce qui se fait ressentir sur le niveau de compétence des médecins », poursuit Alexandre Saverski. « En outre, il existe en Russie un business médical éthique et non éthique. Ceux qui évoluent dans le premier essaient d'aider leur prochain, tandis que les autres agissent sur la peur des patients pour leur extorquer de l'argent. »

Un médecin étranger travaillant pour un grand centre médical moscovite et ayant obtenu son diplôme en Russie – une condition *sine qua non* pour y pratiquer la médecine – regrette lui aussi la piètre qualité de l'enseignement et le niveau de compétence des spécialistes. « Quand j'étais étudiant en médecine, j'ai été choqué par le fait que certains étudiants russes achetaient leur diplôme. Ce serait inimaginable en Occident. Qui plus est, là-bas, les étudiants sont rigoureusement sélectionnés après chaque année d'étude », explique le médecin.

« Même si beaucoup de centres médicaux russes sont aujourd'hui dotés d'équipements modernes, les expatriés qui travaillent en Russie retournent dans leur pays lorsqu'ils doivent subir des opérations sérieuses – précisément parce qu'ils font davantage confiance aux médecins occidentaux », estime le spécialiste.

L'ÉTAT DONNE LE TON

Si les opinions des experts divergent sur la voie qu'empruntera la médecine privée en Russie et l'ampleur de son développement, tous s'accordent toutefois à dire qu'aujourd'hui c'est l'État qui donne la note mais que les défauts du système public de santé se font

sentir, en particulier l'absence d'une identification claire des catégories de citoyens et de services bénéficiant d'une aide gratuite.

À en croire Larissa Popovitch, directrice de l'Institut d'économie de la santé de l'École des hautes études en sciences économiques, étant donné le flou qui entoure le volume des aides publiques, les patients, ignorant leurs droits, préfèrent payer pour se faire soigner et éviter ainsi de « perdre des forces et être sur les nerfs ». « En définitive, on a l'impression que toutes les aides médicales sont devenues payantes, mais ce n'est pas le cas », souligne-t-elle.

D'après la directrice, la frontière entre la médecine privée et publique est clairement définie dans les pays européens. « Plusieurs modèles de développement du système de santé privé existent. Il y a tout d'abord le modèle complémentaire, dans lequel la part de responsabilité du système public est nettement établie et complétée par les services privés, comme c'est le cas en Italie. Mais on trouve aussi le modèle de substitution, où la médecine payante se substitue à la médecine gratuite étant donné que cette dernière fonctionne mal. Malheureusement, c'est le modèle que l'on rencontre aujourd'hui en Russie », explique Larissa Popovitch.

En conclusion, actuellement, la principale faiblesse du système russe de santé est l'absence de précision. « Tout modèle de santé doit répondre à trois questions : que garantit gratuitement l'État, à qui et dans quelles conditions ? Ce n'est qu'une fois qu'on détermine ces trois réponses qu'on peut calculer les montants nécessaires pour atteindre ces objectifs. Or, en Russie, nous répartissons des fonds sans répondre à ces questions. Nous allons par exemple octroyer des fonds pour aider 100 personnes alors que 200 en ont besoin. Au bout du compte, tout le monde reçoit une aide réduite de moitié », regrette Mme Popovitch.

Alexandre Saverski, directeur de la Ligue de défense des patients, partage cet avis. « Aujourd'hui, la médecine russe n'est pas un milieu concurrentiel mais parasite. Le développement ultérieur de la médecine privée dépendra de l'État. Car, pour sortir de la situation actuelle, une volonté politique de mener des réformes est nécessaire », conclut-il.

ANASTASIA SEDUKHINA
Traduit par MAÏLIS DESTREE

publi-reportage

ASSURANCE SANTÉ : DERNIÈRES TENDANCES

L'ÉCONOMIKA S'EST ENTRETENU AVEC NATALIA CHERSTNEVA, DIRECTRICE DU DÉPARTEMENT DE L'ASSURANCE MÉDICALE VOLONTAIRE (AMV) DE L'ENTREPRISE IN2MATRIX, DES PRINCIPAUX CHANGEMENTS SURVENUS SUR LE MARCHÉ DE L'ASSURANCE MALADIE ET DES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE EN RUSSIE.



– En Russie, une des principales tendances dans le secteur de la santé est l'augmentation des services médicaux payants. D'après vous, cette tendance se poursuivra-t-elle dans un avenir proche ?

– Oui, tout à fait. En raison de la politique menée dans le secteur de la santé, du retrait de certains services du cadre de l'assurance médicale obligatoire (AMO) et de la restriction de leur prestation, davantage de citoyens recourent à des services médicaux payants.

Différentes études montrent que les patients s'adressent aux cliniques commerciales pour bénéficier de services de meilleure qualité. En outre, un grand nombre de services médicaux payants sont fournis dans le cadre de l'AMV proposée par l'employeur aux salariés et à leurs familles. Selon certaines études, malgré la conjoncture économique, plus de 85% des employeurs continuent à proposer dans une plus ou moins large mesure l'AMV à leurs employés.

– Dans quelles cliniques privées les Russes se présentent-ils le plus souvent ?

– Il s'agit des grands réseaux de cliniques multidisciplinaires (Medsi, Bud Zdorov, K+31) et des hôpitaux dépendant d'un ministère (hôpitaux de l'administration des affaires présidentielles de la Fédération de Russie). Les raisons principales sont : la présence de différents spécialistes disposant d'un niveau élevé de compétences, la possibilité de réaliser tous les examens nécessaires au même endroit, et la proximité du métro. Ces cliniques sont incluses dans la majorité des programmes moscovites d'AMV.

– Quels sont les hôpitaux privilégiés par les étrangers qui travaillent en Russie et qui, en général, sont habitués à des services médicaux de haute qualité ?

– En général, le critère le plus important pour les expatriés est la présence de médecins anglophones. À Moscou, il s'agit des cliniques EMC, GMS et Medicina. Se faire soigner dans ces établissements coûte toutefois relativement cher. Par exemple, le coût de l'AMV chez EMC peut atteindre les 300 à 400 000 roubles par an, soit un prix comparable à celui des programmes d'assurance santé à l'étranger qui permettent de bénéficier de soins médicaux dans tous les hôpitaux du monde.

Les compagnies d'assurances développent activement des pro-

grammes d'assurance santé internationale en partenariat avec des assureurs étrangers (CIGNA, Bupa, Allianz, Globality Health, GBG, etc.). Ces programmes sont principalement destinés aux expatriés, aux employés mobiles et aux cadres supérieurs, et comprennent la couverture des frais ambulatoires, stationnaires et de rapatriement aussi bien sur le territoire de la Russie et des pays de la CEI qu'à l'étranger.

Récemment encore, il n'existait en Russie aucun programme d'assurance privée couvrant des maladies graves telles que les cancers, le diabète et le SIDA. Aujourd'hui, les assureurs russes s'efforcent de combler ce vide. Plusieurs compagnies russes (Allianz Life, Ingosstrakh, AlfaStrakhovanie et Zetta Strakhovanie) proposent ainsi des assurances santé internationales couvrant les soins nécessités par un grand nombre de pathologies graves.

Ces produits étant courants en Occident, les étrangers qui venaient travailler en Russie n'étaient pas entièrement satisfaits par la couverture médicale offerte par l'entreprise qui les invitait. Par conséquent, c'est grâce aux expatriés que les citoyens russes ont vu apparaître de nouveaux programmes d'assurance.

– Depuis quelques années, les Russes partent se faire soigner dans des pays comme Israël, l'Allemagne et l'Espagne. La crise a-t-elle modifié cette tendance ?

– Des études montrent que, durant la crise, le nombre de Russes partis se faire soigner à l'étranger a considérablement diminué. Toutefois, le pourcentage de ceux qui utilisent pour ce faire l'une ou l'autre assurance médicale augmente.

L'un des programmes prometteurs sur le marché de l'AMV est l'assurance maladies graves. Son introduction est principalement due à la faiblesse du système de sécurité sociale en Russie. Actuellement, les traitements des maladies graves y sont administrés dans le cadre de l'AMO. Néanmoins, ceux-ci nécessitent souvent le recours à des technologies de pointe. Mais même les soins prodigués dans le cadre du programme basique de l'AMO ou de l'aide médicale avec recours à des technologies de pointe exigent certaines dépenses. Le patient peut en effet avoir besoin de passer des examens, de subir une intervention ou de se procurer des médicaments non financés par l'État. Tous ces éléments sont à l'origine du développement et de l'augmentation massive des ventes de programmes d'assurance contre les pathologies graves. Des fournisseurs in-

ternationaux tels que Best Doctors, Madanes, etc. ont créé des alliances avec des compagnies d'assurances locales afin de proposer des produits couvrant les traitements de maladies graves suivis en dehors de la Russie.

– Quelles autres tendances observez-vous dans le domaine de la santé ?

– Malheureusement, de nombreuses pathologies graves touchent de plus en plus les jeunes. C'est pourquoi il est crucial de les détecter à temps et de prescrire le traitement adéquat. Chaque citoyen titulaire d'une AMO a la possibilité de passer une visite médicale une fois tous les deux ou cinq ans en fonction de son âge. Les sociétés doivent pour leur part organiser des visites médicales obligatoires pour tous leurs employés. Un grand nombre de cliniques commerciales proposent également différents bilans de santé.

– Vous représentez une société de courtage. En quoi consiste le rôle d'un courtier en assurance santé ?

– Le courtier doit identifier les besoins du client, l'aider à distinguer les différents produits proposés sur le marché, et lui conseiller celui qui répondra le mieux à ses exigences. Fort d'une expérience de travail avec de nombreuses compagnies d'assurances ainsi que de connaissances sur les principes du travail, les particularités des processus internes à chaque compagnie d'assurances et la qualité des services fournis, le courtier l'aide à faire le bon choix.

Conformément à la loi « Sur l'organisation de l'industrie de l'assurance en Fédération de Russie », les courtiers en assurance agissent dans l'intérêt de l'assuré (le client), à la différence des agents d'assurances, qui agissent au nom de l'assureur et sont mandatés par celui-ci. Voilà pourquoi le travail du courtier ne se limite pas uniquement à la sélection d'un programme d'assurance et à la conclusion d'un contrat. Tout au long de la période de validité du contrat, le courtier défend les intérêts de son client, participe au règlement des litiges et le conseille sur toutes les questions qu'il se pose. Le client acquiert ainsi la certitude que ses intérêts sont défendus le mieux possible.

« NOUS RESPECTONS DÉJÀ DES STANDARDS QUI VIENNENT SEULEMENT D'ÊTRE INTRODUIITS EN RUSSIE »

L'OPÉRATEUR 3PL SPÉCIALISÉ NC PHARM LOGISTIC TRAVAILLE AVEC DE GRANDS PRODUCTEURS INTERNATIONAUX DE MÉDICAMENTS, DE PRODUITS CHIMIQUES DESTINÉS À LA FABRICATION DE MÉDICAMENTS ET D'ÉQUIPEMENT MÉDICAL POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET LES ENTREPRISES DU SECTEUR, OPÉRANT DANS TOUTE LA RUSSIE. SON DIRECTEUR EXÉCUTIF, HAROLD VLASSOV, REVIENT, POUR L'ÉCONOMIKA, SUR LES TENDANCES ACTUELLES EN MATIÈRE DE LOGISTIQUE SPÉCIALISÉE ET SUR LES SEGMENTS DU MARCHÉ PHARMACEUTIQUE RUSSE LES PLUS PORTEURS EN TERMES DE CROISSANCE.



– *Quel impact la récente période de turbulences a-t-elle eu sur l'activité des opérateurs logistiques spécialisés dans les produits pharmaceutiques? Et comment se développent vos relations avec vos clients étrangers, et avant tout avec les entreprises françaises?*

– La crise économique a quelque peu ralenti le développement de nos affaires, mais le fort potentiel du secteur russe de la santé a permis un retour de la croissance des ventes au détail de produits pharmaceutiques. Malgré le contexte difficile, nous développons la coopération avec les fournisseurs étrangers dont la production est à plus de 50% orientée vers la consommation en Russie, ainsi qu'avec les fabricants étrangers qui ciblent la localisation de leur production dans notre pays.

Nous sommes très satisfaits, par exemple, de notre collaboration qui dure depuis plusieurs années déjà avec l'entreprise pharmaceutique française Innotech, membre du holding pharmaceutique industriel Innothera. Nous travaillons aussi pour le laboratoire bioMérieux, fabricant français de produits chimiques et d'équipement destinés aux analyses médicales, ainsi que pour d'autres fournisseurs de produits chimiques pour les laboratoires INVITRO. Nous espérons aussi collaborer avec deux autres entreprises étrangères, ce qui nous permettra de couvrir l'ensemble des besoins logistiques de tout le segment russe de l'approvisionnement en produits chimiques destinés aux analyses sur les tissus vivants.

Nous comptons aussi, parmi nos clients francophones, l'entreprise belge Capsugel, qui est un des leaders mondiaux de la production de capsules en gélatine destinées à l'acheminement des médicaments dans l'organisme humain. Leurs volumes de livraisons sont très élevés, et nous sommes fiers de travailler avec eux. Et étant donné l'immense potentiel de croissance de la production russe de médicaments, la collaboration avec ce client nous paraît extrêmement prometteuse.

– *Quels autres segments du marché pharmaceutique représentent un intérêt pour vous, en tant qu'opérateur spécialisé?*

– Comme je l'ai dit, la Russie est un marché très prometteur en termes de livraisons de produits chimiques et d'équipement destinés aux laboratoires d'analyses médicales. Se-

lon nos estimations, ce marché devrait croître de plusieurs fois dans les années à venir. Et ce, notamment, grâce à l'évolution de la relation des Russes à leur propre santé et à la prise de conscience massive d'une vérité élémentaire, selon laquelle le traitement de n'importe quelle maladie est plus simple et moins coûteux si celle-ci est découverte à un stade précoce. Les analyses de diagnostic sont indéniablement un service payant mais, aujourd'hui, les gens préfèrent de plus en plus faire ces analyses régulièrement, et plus seulement quand ils ont mal quelque part. Ce qui signifie, pour nous, que ce segment évoluera selon une dynamique positive. La comparaison avec des marchés étrangers où des changements de mentalité similaires ont entraîné un fort développement du diagnostic précoce permet de prédire une croissance très importante de ce segment en Russie. À son tour, le développement du diagnostic précoce entraînera un recours plus important aux médicaments indiqués aux stades précoces de diverses maladies.

Il est très important, pour notre entreprise, de maîtriser les nouvelles orientations de notre activité, liées à la logistique interne aux usines et à celle liée à la production des entreprises pharmaceutiques. Grâce à l'entrée dans notre groupe de l'usine Biochimic, nous pouvons parfaire les nouvelles compétences qu'exige le secteur et les ajouter à notre expérience acquise de « cluster de logistique pharmaceutique ». Nous travaillons déjà dans le respect des standards GDP (*distribution practice*) et GMP (*manufacturing practice*), qui viennent seulement d'être introduits en Russie.

– *Qu'entendez-vous par la formule « cluster de logistique pharmaceutique »?*

– Nous avons été les premiers en Russie à parvenir à rassembler dans un espace unique toute une série de services destinés aux entreprises pharmaceutiques et aux productions connexes. Dans la région de Moscou, sur le territoire du complexe logistique de classe A géré par la société MLP, au sein du complexe d'entrepôts North Domodedovo, nous avons mis en place d'importantes capacités de stockage pour pratiquement tous les types de médicaments et de matériel pharmaceutique. Le territoire de ce complexe d'entrepôts dispose d'un poste de douane, d'un entre-

pôt de douane et d'un entrepôt de stockage temporaire, équipés pour garantir des conditions spécifiques de stockage lors de la conduite d'opérations de douane.

Le territoire du complexe possède en outre son propre laboratoire indépendant, le Centre de contrôle qualité, et un organe officiel de certification et de déclaration des médicaments. Ce qui

permet d'obtenir les protocoles de tests et les déclarations de conformité nécessaires au lancement des préparations en libre circulation sur le marché russe sur place, sans avoir besoin de déplacer encore ailleurs les protocoles de tests ou les marchandises. Nous sommes aujourd'hui présents dans la région de Moscou, sur le complexe d'entrepôts North Domodedovo, géré

par la société MLP, et sur celui de Tchekhov-2, ainsi qu'à Nijni Novgorod. L'année prochaine, nous avons l'intention de nous installer dans le district de l'Oural, et, en 2018, en Sibérie, où les fabricants russes et occidentaux de produits pharmaceutiques sont très intéressés par les services d'un opérateur spécialisé.



Multinational
Logistics
Partnership

1.8 mln. m²
of Grade-A warehouse space

● **Severnoe Domodedovo**

540 000 m²
11 km from Moscow MKAD, M-4 highway

● **Chekhov**

337 000 m²
49 km from Moscow MKAD, M-2 highway

● **Utkina Zavod'**

210 000 m²
200 m from St. Petersburg on the Ring Road

● **Podolsk**

206 000 m²
17 km from Moscow MKAD, M-2 highway

● **Leningradskiy Terminal**

198 000 m²
13 km from Moscow MKAD, M-10 highway

● **Chaika**

115 000 m²
5 km from Kiev Ring Road, Ukraine

● **Nikolskoe**

107 000 m²
35 km from Moscow MKAD, A-104 highway

● **Tomilino**

85 000 m²
6 km from Moscow MKAD, M-5 highway



CONTACT FOR RENT:
+7 (495) 644-0-777, www.mlprussia.com
Advertising